

qui en ont le plus besoin et pour le plus grand bien de l'ensemble du Canada. On ne peut parler de l'argent du gouvernement.

Il est intéressant de faire une comparaison avec la Commission de l'assurance-chômage, version réduite de l'appareil gouvernemental. Les travailleurs consentent à ce que des déductions de leur chèque de paie chaque semaine soient versées en fiducie à la Commission de l'assurance-chômage pour qu'elle redistribue cet argent aux chômeurs, à ceux qui ont besoin d'un filet de sécurité, qui ont besoin d'aide. C'est comme le budget du gouvernement fédéral, mais à plus petite échelle. Jour après jour, l'opposition se plaint de ce que les chômeurs paient les primes d'assurance-chômage. Je ne suis pas d'accord. Ce sont les travailleurs et les employeurs qui paient les primes. Tout comme nous avons une obligation envers les chômeurs, nous en avons une envers ceux qui paient les primes d'année en année. Un grand nombre de personnes paient des primes pendant toute leur vie active et ne retirent jamais d'assurance-chômage. Nous sentons donc l'obligation de tirer le meilleur parti possible de ces fonds en assurant une protection à ceux qui en ont le plus besoin, et en leur donnant la possibilité de s'arracher au cycle du chômage. C'est exactement ce qu'essaie de faire ce gouvernement.

Pour en revenir au budget, j'estime que c'est un budget responsable, et que les Canadiens souhaitent voir une gestion financière responsable. Mais avant d'aborder un point ou l'autre du budget, il faut se demander si le statu quo est acceptable aux yeux des Canadiens. Est-il acceptable que la dette nationale se chiffre à 330 milliards de dollars? Est-il acceptable que la dette se gonfle chaque année de 30 ou 40 milliards de dollars. Je ne pense pas. Il n'est pas acceptable de payer 35c. sur chaque dollar des recettes fiscales pour payer l'intérêt sur notre dette nationale, et je suis sûr que la population ne pense pas autrement.

Si compliquée la question soit-elle, le public en a saisi le sens. Il voit parfaitement de quoi il retourne. Les Canadiens admettent que le budget doit s'attaquer à la dette et au déficit, et c'est exactement ce qu'il fait. C'est une approche très large du problème qui vise à réduire un jour la dette. C'est une approche très large certes, mais le budget vise plus spécialement les grandes sociétés, les gros revenus. Cette optique ressort nettement du budget.

Au cours des deux dernières fins de semaine qui ont suivi le dépôt du budget, je me suis efforcé de rencontrer le plus grand nombre de mes électeurs possible dans ma circonscription, circonscription surtout rurale, qui n'est pas riche. Je suis allé à des ventes aux enchères, à des

réunions d'agriculteurs, et à des assemblées municipales. J'ai parlé à des universitaires, à des agriculteurs, à des hommes d'affaires et à des comptables pour connaître leurs réactions. J'ai été étonné de voir à quel point ils étaient unanimes. Le budget est dur et tout le monde sera touché, mais, de l'avis général, il répond à un besoin et il est juste.

Les médias de ma circonscription y ont également accordé leur appui. Je pourrais vous citer un très bon exemple, celui d'un éditorial du *Amherst Daily News* dont les premier et dernier paragraphes sont assez révélateurs. L'auteur de cet article avait, la veille des élections, écrit un éditorial dans le même journal où il demandait à la population de ma circonscription de voter pour n'importe quel candidat sauf un candidat conservateur. Le titre de l'éditorial est: «Dur mais juste», et le premier paragraphe se lit comme suit:

Le ministre des Finances, M. Michael Wilson, et en fait tout le gouvernement Mulroney méritent des félicitations pour avoir eu le courage de déposer ce qui est non seulement le plus dur, mais également le plus nécessaire budget fédéral de toute l'histoire du Canada.

Voici maintenant le dernier paragraphe:

L'important, c'est que le gouvernement Mulroney vient de faire un grand pas en vue d'éliminer progressivement la dette colossale du pays, et c'est le legs le plus important peut-être que le gouvernement pouvait faire aux futures générations.

Je n'aurais pu mieux m'exprimer moi-même.

Il m'a fallu 20 minutes pour écrire ce discours, mais il ne m'en faut pas tant pour vous le livrer. La vaste majorité de mes électeurs et des Canadiens comprennent le problème qui se pose à nous. Ils acceptent de jouer leur rôle dans cette réduction du déficit. Nous, à titre de gouvernement, agissons de façon responsable et assurerons une saine gestion financière. En fait, les Canadiens croient que leur ministre des Finances fixera une orientation et s'y tiendra afin de supprimer le déficit, qu'il conservera cette orientation jusqu'à ce que le but soit atteint.

Des voix: Bravo!

Le président suppléant (M. Paproski): Le député de Leeds—Grenville (M. Jordan) pour une question ou un commentaire.

M. Jordan: Monsieur le Président, si j'ai bien compris, mon collègue vient de prononcer son premier discours à la Chambre. Je l'en félicite.

J'ai deux ou trois questions simples à lui poser. On a répété à plusieurs reprises à la Chambre que le service de la dette cumulative accaparait 31c. de chaque dollar. Quelle partie de chaque dollar servait à cette fin le 30